
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58475

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

an den politischen und sozialen Strukturen der Commune leider nicht zum Anlaß eines Perspektivenwechsels; die Differenzen auf der Ebene der Geschlechter, z. B. beim Thema der Frauenlohnarbeit, werden nur angedeutet.

Was die Ausstattung des Buches angeht, so ist vor allem die reichhaltige Illustration hervorzuheben. Allerdings sind die photographischen Reproduktionen technisch unzulänglich, und es fehlt auch insgesamt an Photomaterial – was angesichts der Tatsache zu bedauern ist, daß der Commune-Aufstand die erste Sozialrevolution des 19. Jh. war, die unter den Augen der Photographen stattfand⁴ und bei der im übrigen bereits das Mittel der Photomontage zum Zweck der Propaganda und Desinformation eingesetzt wurde. Insgesamt jedoch erfüllt die Arbeit von Raoul Dubois ihren aufklärerischen Zweck, die weitgehende Unkenntnis über die Ereignisse der Pariser Commune zu beheben, recht gut, zumal sich der Autor jeder ideologischen Fixierung enthält, ohne seine ungeteilte Sympathie gegenüber diesem beispiellosen Experiment der sozialen Kämpfe des 19. Jh. in Frankreich zu verhehlen.

Ahlich MEYER, Oldenburg

Johannes KUNISCH (Hg.), Bismarck und seine Zeit, Berlin (Duncker & Humblot) 1992, 397 p. (Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte, 1).

Cet ouvrage est le fruit d'un colloque organisé par la Preussische Historische Kommission, en août 1990, à l'occasion de l'exposition »Bismarck – Preussen, Deutschland und Europa«, commémorant le centenaire du renvoi de Bismarck. C'est un essai de bilan sur Bismarck et son époque.

Les trois premières contributions analysent la politique d'unité de Bismarck entre 1862 et 1871 sous des angles différents. E. KOLB (Großpreussen oder Kleindeutschland? Zu Bismarcks deutscher Politik im Reichsgründungsjahrzehnt) estime que Bismarck n'a pas choisi, dès 1862, la solution de la »Petite-Allemagne« et mené, dès lors, une politique d'unification planifiée. Pour réaliser son objectif, une Prusse grande puissance européenne indépendante, il s'est d'abord efforcé d'obtenir de l'Autriche un partage de l'Allemagne en zones d'influence. C'est l'indécision, puis la politique »grande-allemande« et anti-prussienne de l'Autriche qui a contraint un Bismarck hésitant à franchir le Rubicon en 1866. Pour K. JÜRGENSEN, par contre (Die preussische Lösung der Schleswig-Holstein-Frage 1853–1867), Bismarck poursuit en priorité, dès 1863, la solution de l'annexion dans la question des duchés, avec à la clef un affrontement avec l'Autriche. Il n'envisage d'autre solution (union personnelle avec le Danemark, Etat indépendant) qu'en cas d'échec de la première. H. BARMAYER (Bismarck zwischen preussischer und nationaldeutscher Politik) souligne, à propos du royaume de Hanovre, que Bismarck a justifié les annexions prussiennes de 1866 et la mise à l'écart de dynasties légitimes par l'appel au sentiment national et qu'il a imposé le respect des particularismes et l'autonomie administrative, afin de faciliter la poursuite de la politique d'unité nationale.

Deux contributions font le point sur les aspects constitutionnels du Reich allemand. H. BOLDT (Deutscher Konstitutionalismus und Kaiserreich) montre que la constitution de 1871 ne correspond pas à la théorie du »constitutionnalisme à l'allemande«, avec un monarque détenteur sans partage de la souveraineté et du pouvoir, et analyse le processus qui a mené de la fédération d'Etats de 1871 à une monarchie unitaire et constitutionnelle non parlementaire. K. E. POLLMANN (Modernisierung als kontrolliertes Risiko. Bismarcks Verfassungspolitik 1866–1871) souligne que Bismarck a pris un risque calculé en introduisant le suffrage

⁴ Siehe den Ausstellungskatalog »Pariser Kommune 1871« der Neuen Gesellschaft für bildende Kunst, Berlin 1971, sowie den von Klaus SCHRENK herausgegebenen vorzüglichen Bildband »Auf den Barrikaden von Paris. Alltag der Pariser Kommune«, Berlin (West) 1979.

universel, direct et égal pour l'élection du Reichstag, afin d'affaiblir les libéraux, et qu'il s'est efforcé, lors des débats sur la constitution, d'en limiter les effets en refusant l'indemnité parlementaire et en limitant le contrôle du parlement sur l'armée et les ressources budgétaires.

Trois contributions abordent la politique étrangère de Bismarck. K. HILDEBRAND (*System der Aushilfen? Chancen und Grenzen deutscher Außenpolitik im Zeitalter Bismarcks*) justifie le «système d'expédients» de Bismarck, en démontrant qu'il n'y avait guère d'alternative possible, sauf à désirer une guerre compromettant l'existence même du Reich. Il met aussi en valeur la contradiction «tragique» entre la liberté intérieure (la parlementarisation encourageant la pression pour une expansion extérieure) et la paix extérieure. W. BAUMGART (*Bismarcks Kolonialpolitik*) explique la brève période d'expansion coloniale de 1884/5, qui tranche avec l'hostilité constamment réaffirmé de Bismarck à une expansion coloniale, par la crainte d'un décès de Guillaume I et de l'arrivée sur le trône d'un Kronprinz libéral, favorable à un rapprochement avec l'Angleterre de Gladstone. La nouvelle politique coloniale vise à empêcher ce rapprochement en créant des tensions avec l'Angleterre. G. SCHÖLLGEN (*Zwischen Abstinenz und Engagement. Bismarck und die orientalische Frage*) montre que Bismarck a, en fait, sans le vouloir, préparé l'implication de l'Allemagne dans les affaires orientales, en optant pour l'Autriche-Hongrie, dès le Congrès de Berlin de 1878, et en autorisant l'envoi de missions militaires et l'engagement bancaire allemand dans l'Empire ottoman.

Plusieurs contributions analysent la politique sociale de Bismarck et ses relations avec le socialisme. W. SCHIEDER (*Bismarck und der Sozialismus*) souligne que la politique sociale de Bismarck a une fonction de discipline sociale, car, dans l'esprit de Bismarck, l'Etat social doit créer un lien direct entre Etat et sujets et fermer ainsi la voie à la représentation politique des intérêts par les partis. H. WOLTER (*Bismarck und das Problem der Revolution im 19. Jahrhundert*) précise l'attitude de Bismarck, de 1848 à 1890, face aux phénomènes révolutionnaires de son siècle. F. L. CARSTEN (*Die deutsche Sozialdemokratie und Bismarcks Werk*) analyse la position de la social-démocratie face à l'œuvre unitaire de Bismarck et note que W. Liebknecht et Bebel sont hostiles à la Petite-Allemagne avant 1871 et dénoncent le militarisme de Bismarck après 1871. Georg v. Vollmar amorce, cependant, en 1891, un ralliement des sociaux-démocrates à l'Etat allemand.

F. W. HENNING (*Der Wandel in den wirtschaftspolitischen Vorstellungen Bismarcks*) suit l'évolution des conceptions économiques de Bismarck de 1847 à 1890 et conclut qu'il n'y a pas, chez Bismarck, l'idée d'une politique économique à long terme. Il note deux évolutions importantes, liées à des problèmes de politique intérieure et extérieure, le passage du libéralisme au protectionnisme douanier et l'appréciation moins strictement négative de l'industrialisation de l'Allemagne. K. E. BORN (*Der Ausbau der Reichsinstitutionen und das Notenbankproblem: Die Herstellung einer Währungseinheit und die Entstehung der Reichsbank*) analyse en détail la politique d'unification monétaire du Reich après 1871 et, en particulier, l'élaboration de la loi de 1875 qui crée la Reichsbank.

Les quatre dernières contributions portent sur des questions plus dispersées. B. SÖSEMANN (*Publizistik in staatlicher Regie. Die Presse- und Informationspolitik der Bismarck-Ära*) constate que Bismarck, même s'il a parfois utilisé avec succès la presse, n'a jamais constitué un appareil de presse et d'information bien organisé. Une des raisons est que Bismarck ne souhaitait pas restreindre sa liberté de manœuvre en s'appuyant trop sur une presse officieuse. L. HÖLSCHER (*Politischer Aufbruch in einer Endzeit. Bismarcks Diagnose des gegenwärtigen Zeitalters*) souligne que Bismarck participe au pessimisme sur l'avenir qui caractérise la société allemande après 1871, avec le sentiment d'une décadence de la société et la crainte d'une révolution sociale. Ce pessimisme explique la recherche d'un consensus dans un nationalisme orienté contre d'autres nations (France, Pologne). Ecartant tout jugement globalement négatif sur l'art des débuts du Kaiserreich, H. BÖRSCH-SUPAN (*Die offizielle Kunst in Berlin 1875-1890*) passe en revue l'art officiel à Berlin (peinture, sculpture, art monumental) et

conclut qu'il y a, en dehors même d'Adolph Menzel qui reste en marge de l'art de l'époque bismarckienne, bien des artistes de qualité qui, à l'écart de l'art de salon comme de l'art moderne, cultivent la tradition. H. SEIER (*Bismarck und die Anfänge des Kaiserreichs im Urteil der deutschen Historiographie vor 1914*) analyse les débuts de l'historiographie sur Bismarck et la fondation du Reich. Il constate qu'il y a, dès avant 1914, plusieurs modèles concurrents d'interprétation de la personnalité de Bismarck et de son rôle dans la fondation du Reich, en relation avec des conceptions divergentes de l'histoire. Il analyse plus précisément les ouvrages de Heinrich v. Sybel, le dernier représentant de l'école historique libérale petite-allemande, de Max Lenz, un »néo-rankeien« conservateur, et de Karl Lamprecht, l'initiateur d'une »Kulturgeschichte«.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Allan MITCHELL, *The Divided Path. The German Influence on Social Reform in France after 1870*, Chapel Hill, London (The University of North Carolina Press) 1991, VI-410 S.

Der zu besprechende Band bildet den abschließenden Teil einer Trilogie des Autors, die sich im Kern mit der Frage auseinandersetzt, in welchem Ausmaß und in welcher Form von deutscher Seite aus Einflüsse auf die Entwicklung der französischen Dritten Republik bis zum Ersten Weltkrieg ausgegangen sind. Die Arbeit steht somit im Schnittpunkt der jüngeren historischen und sozialwissenschaftlichen Forschung, welche die Angleichung und Differenzierung politischer und gesellschaftlicher Strukturen von Nationalstaaten einer vergleichenden Analyse unterzogen hat. Der Studie liegt die Generalthese zugrunde, daß das öffentliche Leben in Frankreich in all seinen wichtigen Facetten vom Deutschen Kaiserreich beeinflusst worden ist (S. XVI, 300). Dort habe sich das entscheidende Referenzmodell für die Sozialpolitik entwickelt, das mit Furcht oder Bewunderung, oder einer Mischung aus beiden, von französischen Reformern betrachtet wurde (S. 67): »The German model could be accepted, modified, or rejected – but not ignored« (S. 45). Daß es aber nicht zu einer einfachen und direkten Übernahme deutscher Einrichtungen und Regelungen kam, dafür sorgten bereits die Grundkonstanten sozialer Reformen in Frankreich, denen sich M. in einem ersten größeren Kapitel zuwendet. Dazu zählt er an erster Stelle die andauernde Vorherrschaft des französischen Liberalismus, dessen gemeineuropäischen Kern er in einer weitgehenden Ablehnung staatlicher Intervention erkennt (S. 18); eine sicherlich nicht unumstrittene Einschätzung. Seine Hervorhebung des demographischen Faktors als einer weiteren Grundkonstante, ja geradezu als Motor der Sozialreform, dürfte dagegen wohl kaum Widerspruch wecken. Die Stärke der Studie liegt aber vor allem in der Berücksichtigung der verschiedensten Ebenen, auf denen sozialpolitische Positionskämpfe ausgetragen wurden. Gleichfalls gelingt es dem Autor, nicht nur die führenden Politiker zur Sprache kommen zu lassen, sondern auch den Anteil von weit weniger bekannten Beamten und Reformern an der sozialpolitischen Entwicklung zu verdeutlichen. Ob allerdings die für die Darstellung zentralen Protokolle der parlamentarischen Ausschüsse »the real story of social reform« widerspiegeln (S. 84), wie es M. behauptet, muß zweifelhaft erscheinen.

Im zweiten Teil des Buches werden einzelne sozialpolitische Reformen in ihrer Entwicklung analysiert, wobei der Blick auf Deutschland immer wieder den Faden der Darstellung abgibt. Die Darstellung setzt ein mit den Mutterschutzbestimmungen der *Loi Roussel* von 1874 und endet mit der Einführung einer staatlichen Altersversicherung in der direkten Vorkriegszeit. M. hebt aber weniger auf diese eher erfolgreichen Schritte ab als vielmehr auf die Analyse der vielfachen Hindernisse, die einer Umsetzung weitergehender Reformen im Wege standen. Dazu zählt der Autor einerseits das Gegeneinander unterschiedlicher Interessenlagen, andererseits die hochzentralisierte Verwaltungsstruktur Frankreichs und die fehlende Bereitschaft der Regierenden zu einer fundamentalen Steuerreform. Weitere Schwierig-